

# MAIRIE DE PUTEAUX

## DECISION DU MAIRE

DEH-2023-B9

**Approbation d'une convention de mise à disposition de  
locaux de la résidence « Les Trois Hameaux » à Ploemeur  
hors période estivale**

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 5° et L.2122-23,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération en date du 25 mai 2020 , relative à la délégation de pouvoirs accordée par le  
Conseil municipal à Madame le Maire,

Vu la demande de mise à disposition faite par M

Considérant que la présente mise à disposition concerne la mise à disposition de locaux de la résidence  
« Les Trois Hameaux » à Ploemeur,

Considérant qu'il y a lieu de formaliser cette mise à disposition par une convention,

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Approuve la convention de mise à disposition d'un bungalow de la résidence « Les Trois Hameaux » à Ploemeur du samedi 19 au dimanche 20 mai 2023 à Madame

**Article 2 :** Autorise Madame le Maire, ou son représentant, à signer ladite convention, ainsi que tout document afférent.

**ARTICLE 3 :** Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- \* Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- \* Monsieur le Trésorier Municipal de Puteaux,
- \* Madame

Fait à Puteaux, le 9 mai 2023



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux  
Président du Territoire Paris Ouest  
La Défense

## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

**Entre les soussignées,**

D'une part,

La Ville de Puteaux, collectivité propriétaire, représentée par Madame CECCALDI-RAYNAUD, Maire, dûment habilitée par délibération du Conseil municipal en date du 25 mai 2020 octroyant délégation de pouvoirs au Maire,  
*Ci-après dénommé "la Ville"*

Et, d'autre part,

*Ci-après dénommée "le demandeur"*

Il a été convenu ce qui suit :

### **Article 1. Objet de la convention**

La présente convention définit les modalités suivant lesquelles la Ville autorise le demandeur à occuper les locaux visés à l'article 3 exclusivement en vue de l'hébergement de personnes pour un événement familial à la Résidence « Les Trois Hameaux » à Ploemeur.

### **Article 2. Durée de l'autorisation**

L'autorisation d'occuper et d'utiliser les locaux, installations et voies d'accès mis à disposition est accordée du vendredi 19 au samedi 20 mai 2023.

Les jours ou les heures d'utilisation sont les suivants :

- Vendredi 19 mai 2023 (salle du bar et bungalows)
- Samedi 20 mai 2023 (salle du bar)

### **Article 3. Désignation des locaux mis à disposition**

Les locaux et voies d'accès suivants sont mis à la disposition du demandeur qui doit les restituer en l'état : la salle du bar de la résidence de vacances adultes et les bungalows.



Les effectifs ne sont pas encore connus.

L'utilisation des locaux mis à disposition s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs. L'accès aux autres parties des locaux est strictement interdit au public et est réservé au personnel de la Ville. La Ville se réserve la possibilité de modifier les locaux et voies d'accès mis à la disposition de l'association pour tout motif d'intérêt général, notamment de sécurité.

#### **Article 4. Dispositions relatives à la sécurité**

##### **Article 4.1. Connaissance des consignes de sécurité**

Préalablement à l'utilisation des locaux, le demandeur reconnaît :

- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité communiquées par le responsable technique du site
- avoir procédé avec un représentant de la Ville à une visite de l'établissement et plus particulièrement des locaux et des voies d'accès qui seront effectivement utilisés ;
- avoir constaté avec un représentant de la Ville l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

##### **Article 4.2. Application des consignes de sécurité**

Au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition, le demandeur s'engage :

- à en assurer le gardiennage ainsi que celui des voies d'accès ;
- à contrôler les entrées et les sorties des participants aux activités considérées ;
- à faire respecter les règles de sécurité par les participants ;
- à utiliser les locaux, installations et voies d'accès mis à disposition conformément à l'article 1 de la présente convention.

#### **Article 5. Dispositions financières**

Le demandeur s'engage dans le cadre d'une participation financière à verser à la Ville la somme de 615 € par jour pour la location de la salle du bar et 68 € par bungalow et par nuitée.

Le demandeur doit s'acquitter de cette somme au plus tard le 18 mai 2023

#### **Article 6. Obligations de l'association**

##### **Article 6.1. Information**

Le demandeur a l'obligation d'informer, sans délai, la Ville de tout fait, même s'il n'en résulte aucun dégât apparent, dommage ou détérioration, de nature à préjudicier aux locaux mis à sa disposition.

Par ailleurs, tous dommages causés par Le demandeur aux locaux, espaces et biens mis à disposition, doivent être signalés, sans délai, à la Ville et au directeur d'établissement.

##### **Article 6.2. Porté à connaissance**

Le demandeur a l'obligation de porter, par écrit, à la connaissance de la Ville toute modification de sa forme (juridique), de son objet ou de sa dénomination ou raison sociale.

C.A

### **Article 6.3. Respect des lois et règlements**

Le demandeur a l'obligation de se conformer aux lois et règlements en vigueur. En particulier, Le demandeur s'engage à exercer son activité en prenant toute garantie nécessaire au respect de la législation en matière de sécurité, d'hygiène et d'environnement

### **Article 7. Responsabilité**

Le demandeur fait son affaire personnelle de tous risques et litiges pouvant survenir du fait de ses installations ou de ses activités dans les espaces qui lui sont remis.

Le demandeur est seul responsable de tous les dommages, directs ou indirects, quelle que soit leur nature, qu'ils résultent de son occupation ou de ses activités, qu'ils soient causés par son fait, par le fait de ses agents et des personnes dont elle doit répondre, ou par les choses qu'elle a sous sa garde.

### **Article 8. Assurances**

En conséquence de ses obligations et responsabilités, Le demandeur justifie, pour toute la durée de l'utilisation des locaux mis à disposition, d'une police d'assurance couvrant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile du fait des dommages qu'elle pourrait causer tant aux biens meubles et hébergements mis à disposition, qu'aux tiers, notamment au public, aux membres et personnels recrutés pour les besoins de son activité, et au personnel de l'établissement et de la Ville.

Les contrats d'assurance de dommages souscrits par Le demandeur doit notamment comporter les garanties ou clauses suivantes :

- Evénements assurés : incendie, explosion, foudre, dommages électriques, dégâts des eaux et fluides, fumées, attentat, vandalisme, tempête, grêle, neige, choc de véhicule ;
- Valeur de reconstruction à neuf ;
- Garantie des honoraires d'expert ;
- Recours des voisins, tiers, locataires.

Les montants de garanties devront être suffisants au regard des risques encourus.

Les pièces justifiant la couverture d'assurances sont communiquées à la Ville au plus tard 10 jours avant la date de mise à disposition des locaux.

Les attestations d'assurance devront préciser :

- le nom de la compagnie,
- les risques couverts,
- la date d'expiration des garanties prévues au contrat,
- le numéro des polices.

### **Article 9. Etat des lieux**

Un état des lieux contradictoire sera dressé le 19 mai 2023 entre Le demandeur et le représentant de la Ville.

A défaut d'établissement d'un tel état des lieux, Le demandeur sera réputé avoir reçu les espaces, locaux et installations mis à sa disposition en bon état d'entretien et de fonctionnement.

*Q.A*



## **Article 10. Entretien, maintenance, réparation**

Les locaux, installations et biens mis à disposition doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par Le demandeur, de façon à toujours convenir à l'usage auquel ils sont destinés. Le demandeur en assurera le nettoyage après utilisation.

Tous dommages causés par Le demandeur aux locaux, espaces et biens mis à disposition, doivent être réparés aux frais du demandeur, sous peine de poursuites. De même, tout matériel ou mobilier disparu, cassé ou dégradé sera intégralement remboursé par Le demandeur, sur présentation de facture par la Ville.

Lorsque l'urgence le justifie, la Ville procède d'office, aux frais du demandeur, aux réparations des dommages causés lors de l'utilisation des locaux mis à disposition.

## **Article 11. Prérogatives de la Ville**

### **Article 11.1. Droit de contrôle**

La Ville se réserve le droit de vérifier et de contrôler les aménagements, l'entretien et les réparations effectués par Le demandeur.

Ce contrôle ne saurait, en aucune manière, engager la responsabilité de la Ville tant à l'égard du demandeur qu'à l'égard des tiers.

De même, la Ville se réserve la faculté de contrôler et de constater tout manquement aux obligations de conservation et d'entretien des biens mis à la disposition du demandeur.

La Ville, avertie préalablement et sans délai, conformément à l'article 6.1 de la présente convention, se réserve la faculté de contrôler les mesures entreprises par Le demandeur pour réparer, à ses frais, les dommages causés aux biens et espaces mis à sa disposition.

### **Article 11.2. Droit de circulation et d'intervention**

Le demandeur doit laisser circuler les agents de la Ville sur les emplacements occupés toutes les fois qu'il en sera requis. En cas de travaux sur les dépendances de l'emprise des locaux occupés, Le demandeur doit, le cas échéant, laisser les agents de la Ville exécuter les travaux dans le périmètre qu'ils auront définis.

### **Article 11.3. Réalisation de travaux dans l'intérêt du domaine.**

Les travaux entrepris par la Ville, dans des conditions normales, dans l'intérêt de la dépendance domaniale occupée et conformément à sa destination, n'ouvrent droit à aucune indemnisation au profit du demandeur.

C.A

## Article 12. Précarité et caractère personnel de l'occupation

Le demandeur ne tire de la présente convention aucun droit acquis au maintien et au renouvellement de son titre d'occupation. La circonstance que Le demandeur se maintienne dans les locaux après l'expiration de la présente convention, par tolérance de la Ville, ne peut être assimilée à un renouvellement tacite.

L'autorisation d'occupation des locaux mis à disposition est consentie à titre exclusif au demandeur. Sauf autorisation expresse et écrite des parties à la présente convention, Le demandeur s'engage à ne se substituer, sous une forme quelconque, aucune personne physique ou morale pour quelque raison que ce soit.

## Article 13. Résiliation

La Ville peut, à tout moment, par mail, résilier la présente convention pour tout motif d'intérêt général lié au domaine occupé.

En cas d'inexécution ou d'inobservation par Le demandeur, d'une quelconque de ses obligations tirées de la présente convention, la Ville peut en provoquer la résiliation, par mail, 48 heures après mise en demeure adressée dans les mêmes formes et restée en tout ou partie sans effet pendant ce délai, et ce, sans préjudice des poursuites contentieuses qui peuvent être, le cas échéant, diligentées à l'encontre du demandeur.

La résiliation de la présente convention ne donnera lieu à aucune indemnité.

Le demandeur a la faculté de solliciter la résiliation de la présente convention par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sous réserve de respecter un préavis d'un (1) mois.

## Article 14. Litiges

Tous les litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la présente convention, faute d'être résolus à l'amiable dans un délai de trois mois à compter de l'émergence du litige constaté par écrit par la partie la plus diligente, seront exclusivement soumis au tribunal territorialement compétent.

Fait en 3 exemplaires,

A Puteaux, le 9 mai 2023 .



Pour la Ville,

Joëlle CECCALVI-RAYNAUD

Maire de Puteaux  
Président du territoire  
Paris Ouest La Défense

Pour Le demandeur,

C. A